

## Jeunesse et Montagne et la Résistance

*Ce document a été rédigé en 1982, par le Général Henri ARCHAIMBAUT, texte déposé au Service Historique de l'Armée de l'Air, par le Général lui-même qui a bien voulu m'en adresser un exemplaire en septembre 1982.*

*En effet, le Général précise au début de ce document qu'il l'a rédigé à la demande de l'Association Nationale des Résistants de l'Air, et qu'il est dédié aux Anciens des Groupements J.M qui par leur action dans la Résistance, ont pris part à la Libération de leur Pays, mais aussi aux jeunes membres de l'A.J.M qui ont pris ou prendront le relais.*

*Nous sommes convaincus que chacun de nos lecteurs découvrira de nombreuses activités au sein des Groupements, qui ont été ignorées jusqu'ici, et les noms des acteurs qui ont participé activement à des actions importantes restées longtemps secrètes, et même parfois contestées par certaines autorités mais bien réelles et efficaces.*

**André Georges - Président d'honneur**

Selon son âge, le lecteur doit faire effort de mémoire ou d'imagination pour se représenter ce qu'étaient la situation et l'état d'esprit en France, au moment où naquit le mouvement "Jeunesse et Montagne".

Les Allemands aux Pyrénées, après des années de vie insouciant, sans réaction apparente aux coups de force successifs d'Hitler, depuis mars 1936.

Une Armée de l'Air de création récente et déjà en voie de disparition. Elle s'était pourtant vaillamment battue avec un matériel inférieur en qualité et en quantité, en dépit de l'effort Industriel sans précédent accompli dans les deux dernières années. Trop tard, hélas, pour être ressenti au niveau des escadrilles.

La plupart des groupes aériens dissous, toutes les écoles militaires interdites, ils étaient plusieurs milliers de pilotes, navigateurs, bombardiers, radios, mécaniciens de toutes spécialités ou élèves des écoles contraints d'abandonner leur vocation et aucune possibilité, à l'époque, de les envoyer en masse dans les aviations alliées.

Seuls subsistaient quelques groupes sevrés d'essence.

Mais le patriotisme était demeuré intact. Il n'était pas possible d'en rester là. Comment aurait-on pu laisser tous ces jeunes à leur désespoir ?

Nous eûmes la chance que deux de nos anciens Patrons le comprirent, le Général Bergeret à l'Air et le Général d'Harcourt, au Secrétariat Général à la Famille et à la Jeunesse.

En décidant de les recueillir en montagne, ils allaient leur donner une nouvelle raison d'espérer. Et l'Armée de l'Air se constituerait ainsi, en dépit des conditions d'armistice, un réservoir de cadres et de personnels navigant et de diverses spécialités où puiser en cas de besoin.

\* \* \* \* \*

Jacques Faure, ancien Capitaine de l'équipe de France militaire de ski, l'un des officiers les plus dynamiques du Corps expéditionnaire de Norvège venait de regagner la Métropole, via Londres et le Maroc.

Le 20 Juin 1940, il avait eu l'occasion, devant la Club House du Golf de Trutham Park, de rencontrer le Général de Gaulle qui lui avait déclaré :

**« Le devoir est aussi bien là-bas qu'ici. Il faudra des hommes résolus des deux cotés. »** <sup>(1)</sup>.

Le 1er août 1940, le Général d'Harcourt - ancien Commandant de l'Aviation de Chasse - le convoquait à Vichy et lui disait, en bref :

*« Nous ne pouvons libérer ces jeunes dans l'état où ils sont. Il faut les reprendre, leur donner le sens de la vie, le goût de l'effort, les mettre dans une ambiance qui les élève, leur donner la fierté d'eux-mêmes, en refaire des combattants. Je vous ai demandé de venir, car votre passé de montagnard doit vous permettre de conduire à bien cette tâche ».*

C'est dire que "Jeunesse et Montagne" n'a pas été conçue dans une atmosphère de "collaboration".

La vitalité de l'Association des Anciens, plus affirmée en 1982 que jamais et dont les jeunes prennent progressivement le relais est au contraire garante de son esprit "résistant".

Les numéros 124 et 125 (mars et juin 1982) de la revue trimestrielle en portent témoignage.

C'est donc antérieurement à la création des "Chantiers de la Jeunesse" que naquit "Jeunesse et

Montagne", basé essentiellement sur le volontariat.

Les Personnels militaires volontaires pour y être affectés furent préalablement démobilisés et mis en position de "requis civils" pour éviter l'intervention des Commissions d'armistice allemandes et italiennes.

Jacques Faure s'était fixé un délai de 15 jours pour les recevoir autre part, bien entendu, que dans d'anciennes enceintes militaires.

Il s'assura d'abord le concours de techniciens de la montagne, grâce aux amitiés forgées antérieurement à l'E.H.M. et à la Compagnie des guides de Chamonix.

*« Il fallait, a-t-il écrit, pour ces jeunes garçons, prestige éclatant, des conducteurs d'hommes nés, des êtres forgés aux durs combats de la montagne, humains et fermes, sachant par leur présence, la qualité de leurs rapports, faire sentir, puis aimer cette vie en montagne". Il fallait que ce soit une aventure, mais une aventure réfléchie. » (1)*

L'appui des maires et l'accueil des habitants dans des hameaux quasi désertés où des feux s'étaient éteints, notamment par l'absence des prisonniers, firent progressivement le reste. L'intendance de l'Air suivit. Les jeunes se mirent au travail.

Jeunesse et Montagne était née.

Une création qui, dès l'origine, avait été marquée par le sceau de la Résistance se trouvait adoptée par les populations montagnardes, elles aussi viscéralement résistantes. J.M. choisit la devise de Guynemer - "Faire Face" et se plaça initialement sous l'égide du club Alpin Français.

\* \* \* \* \*

En octobre 1940, Jacques Faure fut nommé à la Direction de la Jeunesse au Maroc. André de Roussy de Sales le remplaça à la tête de J.M.

Ce n'est qu'en janvier 1941 qu'intervint la loi instituant un Service National Civil de 8 mois, effectué aux "Chantiers de la Jeunesse".

Le Général Bergeret, Secrétaire d'État à l'Aviation, obtint difficilement - à l'arraché, pourrait-on dire - que J.M. en constitue la branche Air, ouverte par priorité aux volontaires des professions aériennes, mais accessible aussi de tous les jeunes -français volontaires et aptes physiquement (aptitude P.N.), dans la limite d'un contingent annuel. Un brassage social fut dès lors estimé souhaitable.

Jeunesse et Montagne fut placée sous l'égide de l'Aviation Civile dont le Général d'Harcourt venait d'être nommé Directeur.

\* \* \* \* \*

Dès l'origine, Jeunesse et Montagne avait été en butte aux Commissions d'armistice italo-allemandes.

*« Des incidents multiples émaillaient les jours. Il n'était pas d'instant où l'on ne frisa la catastrophe, écrit le Général Jacques Faure. Cette floraison de postes de montagne inquiétait. Tout faillit éclater un jour à Chamonix.*

*Le Chef de Centre, un magnifique pilote de Chasse, fort de ce que nous avons envisagé pour l'avenir, avait établi un contrôle nominatif de tous les hommes mobilisables de la vallée et leur affectation dans des formations à créer autour du noyau de J.M., installé à l'École de Haute-Montagne (...).*

*La condamnation de J.M. fut prononcée. Des raisons de cartes d'alimentation, paraissant taillées dans le roc, ramenèrent l'incident à juste proportion. Le Centre monta au Tour. Il y gagnait en altitude. Les listes servirent plus tard. » (1)*

Mais il fallut encore l'évacuer. Ce n'est qu'en Juin 1942, après négociations qu'il put revenir dans la vallée de Montrouge.

Dès l'origine aussi, l'École de Cadres de J.M. fut placée sous la conduite de chefs tout naturellement résistants, qui surent insuffler un remarquable esprit d'équipe.

Retirée de Chamonix, l'École Alpine fonctionnera dans l'Oisans sous la coupe d'Henri Ripert, Chef du groupement Dauphiné. Alpiniste chevronné, titulaire de plusieurs "premières de glace", il sera plus tard affecté à Grenoble, aux côtés du Commissaire-chef, pour se consacrer pleinement à l'engagement des Groupements dans la Résistance active, en liaison avec les organismes de Résistance départementaux et spécialement avec la Direction Régionale de l'O.R.A., avant de servir dans l'Armée Secrète (A.S.) aux côtés du Colonel Le Ray. Il mettra sur pied l'École de Cadres à Chaillol et au Val Gaudemar, puis à Pralognan, où Robert Thollon en prendra la Direction jusqu'à la Libération.

Major de la promo 36 de l'École de l'Air, titulaire de 8 victoires dans la Chasse en 1939-40, l'un des

fondateurs de l'Organisation de Résistance de l'Armée (O.R.A.) en Haute-Savoie, Robert Thollon allait lui-même devenir, en 1944, le Chef de la C.R.6 de la Division Légère FFI d'Auvergne, aux ordres du Général Fayard.

Son ancien Commandant de Groupe, le Commandant Colin fut fusillé par les Allemands en 1943.

« *Qui d'entre nous ne se souvient de l'affaire du dépôt d'armes de Montroc, a écrit J.H. Laurent, ex-adjoint de Robert Thollon au Centre-École et à la C.R.6, des passages par le col de Balme, des visites périodiques d'"hôtes" qu'on ne revoyait plus et au sujet desquels la règle était le silence ? Je revois encore à notre popote celui que je devais retrouver à Lyon sous le nom de Colonel Darciel, commandant l'E.M. des F.T.P. et qui, venu se mettre au vert, s'intéressait vivement, ma foi, aux problèmes de la "Famille Aérienne", nous donnant même des idées judicieuses. Nous devons, dans les mêmes conditions retrouver à Thiers le "Colonel Joseph", excellent stagiaire ouvrier de 1943, grâce à qui nos problèmes d'unité en mouvement vers Lyon furent résolus au mieux fin août 1944.* » (2)

L'esprit d'équipe n'impliquait effectivement aucune pression d'ordre idéologique, politique ou religieux. Tous les courants pouvaient se manifester librement à l'intérieur de J.M. Et c'était normal, les "volontaires" provenant de toutes les tendances et de tous les milieux, zone interdite incluse.

Dans ce dernier cas, on les inscrivait sous une fausse adresse ou identité.

« *J'ai demandé une fois l'hospitalité au Chalet Pierre Semard qui appartient maintenant à la Fédération C.G.T. des Syndicats de cheminots, écrit encore J.H. Laurent. Je me suis présenté comme un ancien du Centre-École. J'ai été très bien reçu et j'ai vu avec l'émotion que vous devinez venir à moi un vétéran des "lutttes prolétariennes" qui m'a dit, en me serrant les mains : "Vous n'étiez pas de notre bord, mais j'ai reçu ici des gars que vous aviez vous-mêmes reçus en stage pendant la guerre ; ils en ont gardé un tel souvenir qu'ils nous demandent d'organiser notre Centre à la façon du vôtre. Et nous allons essayer de faire pour nos jeunes ce que vous avez fait pour les vôtres.* » (2).

Le Capitaine Rauch, décédé récemment après avoir été fait Grand Officier de la Légion d'Honneur pour faits de Résistance, m'écrivait le 6 Novembre 1945, à son retour de Buchenwald :

« *Je garde une profonde estime pour le Chef de Roussy : en ce qui me concerne, il connaissait parfaitement mes démêlés avec les autorités italiennes d'occupation, mon arrestation en mars 1941, puis finalement mon expulsion de Menton, Il se doutait de mon activité au sein même du Groupement, enfin, je ne lui avais pas caché ma volonté de reprendre le combat aux côtés des Forces Françaises Libres. Me sachant traqué par les Italiens et certaines autorités françaises, il eût été logique de sa part de se débarrasser d'un élément contraire à l'autorité de fait du moment et "susceptible de nuire à son organisation. Il s'en est abstenu.* » (3)

Personnellement, je me souviens avoir eu l'occasion de patronner un jeune israélite pour son entrée à J.M. alors que sa religion ne lui permettait pas d'effectuer son Service National aux Chantiers. Il assiste encore régulièrement à nos réunions avec sa famille.

Le danger venait surtout de l'extérieur. La liberté d'expression avait donc une contrepartie et des limites. Il était évidemment impassible, sous peine de suicide, d'exprimer ouvertement à des équipes géographiquement très dispersées quel était l'objectif final. Il advint même, à la suite d'incidents graves, qu'on estima nécessaire de donner le change.

Ce fut le cas quand, en mai 1943, certains émissaires de Laval exigèrent de parler aux cadres, à Grenoble.

Faire confiance aux chefs responsables ou partir : telle était la seule alternative pour les cadres.

Or, rares sont les hommes capables d'inspirer unanimement et définitivement confiance à tous, dans une situation aussi complexe et mouvante.

Telle était la situation à Jeunesse et Montagne en octobre 1941 quand le Général d'Harcourt me convoqua à VICHY.

Sept mois plus tôt, le Général Bergeret m'avait rappelé de Casablanca, où je commandais le groupe de Chasse 11/5 La Fayette. Il m'avait demandé d'assurer clandestinement à Toulouse - où avait déjà été repliée Sup-Aéro - la réouverture de l'école de l'Air, pour y assurer la formation des candidats admis après le concours de juin 1940, alors que les conditions de l'Armistice interdisaient strictement toute école militaire.

Sous l'apparence d'un Centre Sportif et sous le sigle C.S.E.O., j'avais installé cette école au château de Bellevue, propriété de l'Éducation Nationale et j'avais organisé quelques sorties dans les Alpes et dans les Pyrénées.

C'est à cette occasion que je pris mon premier contact avec "Jeunesse et Montagne", au groupement Dauphiné, que commandait alors Ripert. Son P.C. était à St Bonnet.

J'avais été impressionné par l'aspect physique de ces jeunes, bronzés et durcis par la montagne et par leur état d'esprit, face aux multiples occupations qui leur étaient proposées.

La réouverture de Salon ayant été obtenue fin septembre, je me trouvais disponible pour accepter la proposition du Général d'Harcourt de l'assister à son État-major pour les questions de Jeunesse.

Un Bureau de la "Jeunesse Aérienne" fut créé pour organiser des Centres d'apprentissage et aider au développement de "Jeunesse et Montagne".

\* \* \* \* \*

À Vichy où tous les ministères étaient installés côte à côte et la population locale relativement peu nombreuse, les contacts étaient faciles.

Je retrouvai des camarades de ma génération - 30 à 35 ans en moyenne - civils pour la plupart, jeunes cadres, fonctionnaires, ingénieurs dont les voies avaient divergé dans leur jeunesse et que les événements amenaient à se redécouvrir. Plusieurs avaient été assez proches des Commandes de l'État pour observer valablement certains aspects de la politique de la 3<sup>e</sup> République.

Décus par sa faiblesse et, aussi, par l'expérience Vichysoise, ils avaient été frappés par leur identité de vue par delà des cheminements différents et avaient recherché un éclairage réciproque sur la conjoncture.

Nous en vîmes à nous réunir périodiquement en week-end, dans un lieu discret du Massif Central.

L'ensemble des témoignages couvrait tout le champ de la politique du jour, mais chacun avait reconnu que la brûlante actualité mettait au premier plan de nos préoccupations la libération du Pays.

La plus grande liberté régnait dans nos entretiens. Le groupe ne constituant pas un groupe d'action autonome, chacun restera seul maître de ses engagements dans la voie où sa formation, son expérience et son tempérament l'entraîneront.

Parmi ces hommes, Maurice Cambois, (4) Jacques Maillet, Henri Ziegler Raymond Marchal, ingénieurs de l'Air, Roland Pire, Raymond Dreux, Emile Laffon, François Aubry, Maurice Rolland et bien d'autres qui allaient jouer un rôle important dans la Résistance.

Certains rendirent visite à "Jeunesse et Montagne" et à son École de Cadres. Ils constatèrent le potentiel qui existait dans ces Groupements.

Mais à l'époque, le secret était une condition essentielle de survie et le cloisonnement indispensable au secret.

Ce n'est, par exemple, qu'après la Libération que je sus que François Aubry, côtoyé à chacune de nos réunions, était aussi le chef du réseau Samson. Et Robert Thollon (5) ignore longtemps que les parachutages qu'il reçut dans le Cantal en juin et juillet 1944 provenaient d'Henri Ziegler, devenu -sous le nom de Colonel Vernon- Chef d'E.M. F.F.I. du Général Koenig, à Londres, renseigné notamment par le réseau Samson.

Lesquels d'entre nous savaient, au milieu de 1944, que Jacques Maillet, était le Délégué du Gouvernement Provisoire en zone sud, sous le pseudonyme de Mirabeau ?

Quelques mois après son affectation à Vichy, Henri Ziegler reçut un poste auprès du Général d'Harcourt, à la Direction de l'Aviation Civile. Les contacts en furent resserrés et une couverture officielle ainsi donnée à son activité dans les Services Spéciaux.

De sorte que, tant à la Direction de l'Aviation Civile que dans les Groupements de Jeunesse et Montagne, la liberté d'opinion et l'indépendance de jugement, l'esprit de Résistance à l'occupant et l'objectif final étaient identiques.

Par contre, il était possible qu'il n'y ait pas eu coïncidence en toute circonstance sur l'attitude à tenir dans l'immédiat et sur les modes d'action jugés les plus efficaces selon les périodes envisagées : les jeunes piaffaient d'impatience, serrant les poings face à l'occupant.

Mais ils étaient parfois mal informés, aussi bien en ce qui concerne la conjoncture internationale et ses conséquences sur les délais d'intervention des Forces Alliées que sur les possibilités d'armement où les difficultés avec les "autorités occupantes", souvent aidées par des organismes français. Ils étaient Généralement peu au courant de ce qui se tramait au niveau du Gouvernement.

Notre problème consistait, sans les désavouer, à freiner les "impatients" pour éviter à "Jeunesse et Montagne" de disparaître prématurément.

En 1941 et 42, l'intense activité des équipes - forestage en altitude, balisage d'itinéraires,

construction de refuges et de chalets, vol à voile, aide aux populations locales, courses en montagne et sports alpins réussirent pourtant, sauf exceptions, à "tempérer les ardeurs".

D'autant que les "volontaires" se sentaient Généralement en confiance avec leurs Chefs et Instructeurs alpins - aux noms parfois prestigieux - à peine plus âgés qu'eux et toujours à leurs côtés dans l'action. Bien épaulés, au surplus, par l'inlassable dévouement de la Baronne de Vendevre au Service Social et par l'abbé Patrick Heidsieck, à l'Aumônerie.

En donnant aux jeunes la vision d'une Armée Française qui allait se réarmer ouvertement et puissamment en Afrique du Nord et en levant certaines hypothèques, novembre 1942 marqua une date importante.

Le 5, accompagnés de Robert Thollon qui venait d'avoir d'intéressants contacts en A.F.N., nous eûmes, en tête à tête, un long entretien avec le Général Bergeret, déchu de son poste ministériel et, depuis quelques mois tenu à l'écart comme Inspecteur de la Défense Aérienne du Territoire, sur injonction allemande.

Sous le sceau du secret, il nous laissa prévoir des événements imminents en A.F.N., nous prévint qu'il s'y rendrait dès le lendemain et précisa son intention de ne pas revenir, au cas où le Maréchal prendrait certaines positions, face à ces événements.

Il nous demandait instamment de rester à notre poste, pour continuer l'action entreprise.

Quelques jours plus tard, nous apprenions le débarquement en Afrique du Nord. Une occasion à saisir pour délester les magasins du Commissariat de l'Air repliés à Chamalières. Le Bureau de la Jeunesse Aérienne fit une véritable razzia de matériels d'équipements qui manquaient aux réserves de J.M.

Au dernier chargement, nos camions se croisèrent avec les premiers blindés allemands.

Au même moment, des actions plus audacieuses se déroulaient spontanément dans certaines équipes de montagne, avec la connivence plus ou moins tacite de leurs chefs locaux ou régionaux.

A Gap, Henri Vullierme et André Bellouard se mettent en liaison avec le Commandant Daviron de l'O.R.A. pour réaliser des dépôts d'armes clandestins. Puis, ils prennent contact avec Monsieur René Gosse, doyen de la Faculté des Sciences de Grenoble et avec son fils, Maître Gosse, avocat au barreau. Ils en reçoivent d'importantes sommes d'argent pour l'installation de maquis en Gapençais ; ils ont aussi à repérer et dresser les plans de D.Z. pour réception de matériels et d'instructeurs. Ils reçoivent, à ce titre, trois jeunes St Cyriens (dont Radius et Rousselle) qu'ils installent à Meoillon, dans le haut Champsaur, ils leur feront parvenir hommes et armes à partir des dépôts O.R.A. réalisés avec Daviron.

Maître Gosse et son père seront abattus par la Gestapo, le fils, rue Palamka et le père, aux environs de Grenoble. (6)

À St Bonnet - nous le saurons plus tard - les Capitaines Rauch et Goetz sont l'objet d'une étroite surveillance du maire, personnage influent et dangereux par ses relations avec les Allemands et le cabinet Laval. (7)

A Lyon, Maurice Travers, l'un des premiers arrivés à J.M., va prendre en charge la responsabilité de l'I.S. sur la région Rhône-Alpes-Méditerranée, après une brève affectation dans une escadre de bombardement.

Dans les Pyrénées, Roger Flamand, futur auteur de "*Paras de la France libre*", est très tenté de partir avec quelques camarades de son équipe, mais ses chefs l'incitent à la patience : « *S'il faut casser les vitres, nous les casserons tous ensemble.* », lui avait confié l'un des responsables du Groupement. (8)

À Salon, l'École de l'Air s'est volatilisée à l'approche des premières unités allemandes.

Les "*poussins*" issus de Toulouse-Bellevue, récemment baptisés "*Promotion Steunou*" font partie des expulsés. Certains passeront rapidement en Afrique du Nord où ils attendront parfois longtemps d'être "opérationnels". Aux autres, je fais adresser un courrier leur offrant la possibilité d'encadrer des équipes de J.M., après un bref stage à l'École de Cadres. Un tiers de la promotion répondra à cet appel.

Plus tard, le Général Carayon - qui prit ses fonctions en mars 1943 - nous demandera de recueillir en bloc la promo 42 de cette même École, en attendant une solution meilleure pour sa formation. Elle sera camouflée au Groupement Dauphiné, dans le chalet de St-Étienne-en-Dévoluy, où elle séjournera clandestinement, repliée sur elle-même, sans autre lien que de subsistance avec J.M. (9)

Cette exception à la règle du volontariat, appliquée temporairement à un groupe non préparé, fut une expérience malheureuse à la fois pour les "*poussins*" et pour l'image de marque de J.M.

La menace du S.T.O. pour la classe 42 conduisit fort à propos l'E.M.A.A à les récupérer pour les mettre à l'abri des "*Pompiers de l'Air*", à Ste Livrade, avant de rejoindre l'École des Mines, à St Étienne.

La contrainte du S.T.O venait en effet d'aggraver la situation de façon dramatique, au moment où se nouaient certaines relations de sympathie entre maquis et équipes J.M. et où se multipliaient les incidents.

À Saint-Bonnet, le Groupement Dauphiné est toujours dirigé par Henri Ripert, dont l'État-major, dénoncé par le maire, est accusé de gaullisme.

Les commissions allemandes -qui ont remplacé les italiennes- se livrent à des contrôles de plus en plus fréquents.

Se sentant traqué, le capitaine Rauch vient à Vichy demander mon accord sur son projet de rejoindre les Force-s Françaises Libres, avec le Capitaine Goetz. Informé de la menace qui pesait sur lui, je me garde bien de l'en dissuader. Leurs guides les trahirent malheureusement au passage des Pyrénées.

À Montreviol, Bellouard initie son équipe au combat par un entraînement militaire avec tir et lancement de grenades - fournies par le curé de la Rochette ! La nuit, l'équipe, assure des transferts d'armes, d'une cache à l'autre.

Les réfractaires au S.T.O. se regroupent au camp de Meoillon, qui passera sous la responsabilité du Commandant Daviron, quand Bellouard sera désigné pour rejoindre Périgueux. (6)

A Gavarnie, le poste de contrôle allemand de Gèdres, suspectant sans doute des camouflages d'armes, fait irruption dans les locaux du Centre, colle les gars le dos au mur, se livre à une fouille en règle et ... ne trouve rien. Il interdit toute sortie en montagne.

Dès le lendemain, Flamand met son projet à exécution. Goisset, son magasinier, l'équipe soigneusement et part avec lui, après une soirée autour de l'âtre des frères Castagnet (montagnards, braconniers et contrebandiers), malgré deux mètres de neige. (8)

D'autres suivront : de Bodinat, Jacques Noetinger, créateur du bel insigne J.M. et fondateur, depuis février 1941, de Traces, dont la revue "Jeunesse et Montagne" 1982 est la fidèle héritière, Jacques d'Illiers, ce dernier avec la complicité active de son Chef de Groupement, Henri de Montmarin.

Comment ne pas évoquer, enfin, la mémoire de Francis Lagardère, ancien du Marcadau, qui peu après avoir porté "sa vierge" de Cauterets à la cime de Grande Fache, entouré de l'abbé Louis Pragnere, aumônier bénévole de J.M. et des équipiers de Roger Goaille, prit le maquis et, après une brillante carrière dans la Résistance, fut dénoncé, arrêté et torturé. Il refusa de parler et fut fusillé le 23 décembre 1943 à Lyon.

Ces incidents répétés conduisent les Allemands à interdire l'implantation des Groupements dans les Pyrénées et le Cabinet Laval à "serrer la vis" en ordonnant le rattachement de J.M. aux Chantiers de la Jeunesse.

Après de difficiles négociations, on obtiendra que ce rattachement soit purement administratif. L'Air gardera le contrôle des cadres, sous prétexte de formation professionnelle.

Mais le problème du S.T.O. demeure et s'aggrave par la participation de la Gendarmerie au contrôle de jeunes figurant sur les listes de départ fournies par les Chantiers. Le Commissariat de J.M, leur donne une possibilité d'évasion en les mettant en permission 8 jours avant la date fixée pour leur départ. Mais cela ne peut les garantir contre les recherches ultérieures.

Yves Sourzat, que je rencontre chaque année au Syndicat d'Initiative de Pralognan m'a conté comment, figurant sur les listes municipales de sa résidence et rentré chez lui à Bordeaux, il avait reçu une convocation avec menaces de représailles à l'égard de sa famille au cas où il ne rejoindrait pas.

Il s'en tira plus tard en s'évadant à skis à travers la Norvège, où le S.T.O l'avait conduit et où il avait reçu un colis de ravitaillement de l'École de Cadres J.M. de Montroc, avec laquelle il avait gardé le contact.

Dans le même temps, les relations avec les maquis voisins - dont les effectifs grossissent, mais pas les ressources - sont devenues parfois difficiles. Au long d'un voyage retour en voiture de Montroc à son Centre de Thorens, le Lieutenant Bihet de la promo Steunou - resté dans mon esprit le "*poussin*" de Toulouse-Bellevue - m'exposa en détail comment il avait, par des pillages de son magasin plus ou moins consentis, résolu en souplesse cette épineuse question. Mais tout n'était pas aussi simple avec certains "éléments incontrôlés"

Dans la seconde moitié de 1943, pour éviter les départs massifs en Allemagne, la décision est prise de transférer des Centres J.M. dans les Ateliers Industriels de l'Air et certaines usines d'aviation française, où nous sommes assurés de trouver des "complicités". C'est ainsi que des groupes arrivent à Clermont-Aulnat,

Toulouse-Blagnac, Limoges, Bourges, St Astier-Périgueux, Villeurbanne, Figeac, Châtelleraut, St Jean de Maurienne...

Une grave erreur des Chantiers à Châtel-Guyon dirigea sur Salbris (L et C) 200 jeunes encadrés par deux chefs de groupe et deux chefs d'équipe.

En demandant à ce détachement de se "sacrifier", Thollon ne soupçonnait pas à quelle misère physique et morale allaient être soumis les jeunes "volontaires" dans cette usine de munitions sous direction allemande, gardée par les S.S. et menée comme un camp de concentration. Il fallut plusieurs mois à Thollon, enfin alerté, pour obtenir que le détachement de Salbris soit transféré au camp de la Hache, à Châteauroux-Déols, d'où il déserta en masse, avec l'accord de ses chefs.

Restaient les autres. Le moral va baisser rapidement, surtout parmi les cadres qui ont le sentiment de trahir ceux qu'ils accompagnent sur le quai de départ et font part de leur profond désarroi. Sept jeunes Lieutenants de l'Armée de l'Air (10), recueillis à J.M. après novembre 1942 viennent successivement me demander de les laisser tenter un départ par l'Espagne - ou me font prévenir de leur décision. Comment ne pas les comprendre ?

Le Colonel David, Directeur du personnel militaire au Secrétariat Général à la Défense Aérienne, acquit depuis toujours à la Résistance, couvre ces départs et continue à faire déléguer les soldes. Quelques mois plus tard, l'interception par la police de Vichy d'un courrier clandestin destiné à l'Afrique du Nord provoquera son arrestation et son internement. Comme celui du Général Carayon, qui prit tant de risques à la tête de l'Armée de l'Air et de ses deux sous-chefs d'Etat-Major, les Colonels Lefort et Cornillon. Ces trois derniers seront ensuite déportés à Eisenberg, dans une semi-forteresse des Sudètes.

Le Général d'Harcourt s'en tirera avec un internement à Fresnes. Relâché, la Gestapo viendra l'arrêter une seconde fois à son bureau, mais, avec beaucoup de candeur, elle se présentera le matin de bonne heure. Prévenu, le Général, prit le large et vécut dès lors en clandestinité à Paris, où j'allais périodiquement lui donner des nouvelles.

Avant cette hécatombe, de Roussy de Sales avait « *proposé au Général d'Harcourt, rencontré le 13 mars à la gare de Grenoble, la dissolution de J.M. plutôt que de se soumettre à des mesures auxquelles les cadres ne peuvent admettre de se prêter, activement ou passivement, sans trahir leur devoir de conscience, la cause qu'ils servent et les jeunes placés sous leur protection* ».

Le Général, très compréhensif, lui avait répondu devoir examiner la question. (9.)

Henri Ziegler tentait précisément de joindre l'Afrique du Nord pour faire le point des questions de Résistance. Il avait demandé d'attendre son retour pour prendre une décision à ce sujet. Ce n'est qu'à sa troisième tentative, en août 1943, qu'il réussit un départ par sous-marin.

\* \* \* \* \*

Exposé froidement, quarante années après, dans l'atmosphère détendue du temps de paix où circulent librement les informations les plus diverses, cet enchaînement des faits peut apparaître logique ou contestable.

Il ne traduit pas, en tous cas, ce qu'avait été à l'époque, le drame du S.T.O. - l'expression n'est pas trop forte - à Jeunesse et Montagne.

Henri Ziegler me racontait récemment comment, débarqué à Alger du sous-marin à l'État-major duquel se trouvait un camarade du groupe précédemment évoqué, Il lui était arrivé de rencontrer en public des amis qui, ne l'ayant pas vu depuis des mois, l'interpellaient joyeusement par son nom, Alors qu'à son premier contact avec le Général de Gaulle, il avait hésité longuement - le Général avait dû insister - avant de lui confier que son nom véritable n'était pas Vernon.

Comment aurais-je pu personnellement, au même moment, révéler au meilleur de mes amis, en plein Vichy où je savais qu'Henri allait revenir, ce qui devait à mes yeux rester un secret absolument hermétique ?

Jamais, de son côté le Général d'Harcourt, que je savais au courant depuis juillet, ne m'en fit la confidence.

De sorte qu'à la Direction de l'Aviation Civile, nous n'étions à ma connaissance, à l'époque, que deux à le savoir, tout en restant, bien entendu parfaitement conscients aussi de l'état d'âme des cadres de J.M., soumis à cette contrainte qui les torturait.

Le Général d'Harcourt s'en était-il ouvert à Roussy de Sales ? Il ne m'appartenait pas de lui poser la question. L'eut-il fait, il ne me l'aurait pas dit.

Ce n'est qu'avant de partir à Alger pour la seconde fois, d'accord avec moi - le Général était déjà en

clandestinité à Paris - que Ziegler s'en ouvrit au Commissaire-chef de Jeunesse et Montagne. Le secret était ainsi décalé d'un cran, mais cela ne résolvait pas le problème au niveau des Groupements - et en tous cas des équipes - auxquelles de Sales ne pouvait évidemment le divulguer.

Vu dans l'optique de la Direction de l'Aviation Civile, où les deux responsables étaient en plein accord avec le Général Carayon sur le but final et les moyens de l'atteindre, le cas de conscience s'analysait ainsi :

dissoudre Jeunesse et Montagne dès mars 1943 (le premier départ eut lieu en février), c'eut été, bien sûr, libérer la conscience des autorités de tutelle, mais c'était aussi réduire à néant les efforts faits préalablement, non sans mal, pour conserver intact ce potentiel d'action.

C'était surtout jouer les Ponce-Pilate vis à vis des Cadres et des Volontaires, sinon les trahir de façon globale.

Car la Résistance combattante, encore en train de chercher sa voie, n'était pas, à l'époque, en mesure de les recevoir utilement ; le Colonel Henri Zeller qui restera, aux yeux de l'Histoire, l'un des acteurs les plus avisés et efficaces de cette Résistance, nous le confirma de façon extrêmement nette sept mois plus tard à Roanne comme il venait de le faire à Alger et à Londres.

Le passage en masse par la frontière espagnole - ou par tout autre moyen - ne pouvait être réalisé.

Seuls des isolés ou de très petits groupes pouvaient le réussir.

Encore la plupart des évadés furent-ils cueillis au passage et n'arrivèrent-ils à destination qu'après plusieurs mois d'emprisonnement en Espagne.

Rentrer chez soi équivalait à se remettre à la Gendarmerie française actionnée par Laval et singulièrement aidée par la Milice.

En définitive, dissoudre revenait à mettre la masse des Cadres et des jeunes J.M. à la disposition des Chantiers de la Jeunesse, auxquels les Groupements étaient déjà administrativement rattachés et où ils n'auraient peut-être pas trouvé, d'emblée et avec autant d'assurances, les mêmes "complicités" qu'au sein de l'Aviation. En tout état de cause, la loi risquait d'y être appliquée avec plus de rigueur et sans préférence pour les industries aéronautiques. Salbris en fut le consternant exemple.

En attendant le retour de Ziegler, nous fûmes donc contraints de faire le gros dos, en cherchant - comme ce fut le cas - à limiter les dégâts dans toute la mesure du possible, à traiter par cas individuels chaque fois qu'ils se présentaient et à couvrir, bien sûr, toutes les initiatives prises dans le sens de la Résistance.

Situation non dénuée d'ambiguïté certes, dans un pays occupé où les dénonciations étaient fréquentes, mais qui apparut comme la solution sinon la meilleure, du moins la moins mauvaise.

La condition à laquelle cette solution aurait pu être considérée par les Cadres et les Volontaires comme conciliable avec la morale était évidemment que les positions consacrées par les accords d'Alger, donnés notamment par le Général responsable de l'Armée de l'Air en Afrique du Nord soient également reconnues valables après la Libération, tout spécialement vis à vis des hommes qui avaient été engagés involontairement dans cette voie.

\* \* \* \* \*

Toujours est-il qu'au retour de son périple à Alger et à Londres, au cours duquel il avait rencontré les Généraux de Gaulle et Giraud ainsi que le chef d'État-major Air, Henri Ziegler nous confirma la nécessité de maintenir Jeunesse et Montagne en dépit du S.T.O. et me demanda de lui préparer un entretien avec le Général Carayon.

Son rapport, remis au ministre de l'Air le 21 Octobre 1944 et archivé au S.H.A.A., relate ce qui s'en suivit :

« En ce qui concerne l'engagement de l'Aviation dans la Résistance, j'exposerai au Général Carayon le plan suivant :

- Renoncer à l'idée d'un regroupement (le Général Carayon avait antérieurement projeté de constituer une force susceptible d'aider à un débarquement éventuel, en s'emparant des terrains d'aviation dans le Sud-Est),
- Préparer régionalement le passage d'unités de l'Air à la Résistance, par organisation de liaisons entre les Chefs de la Résistance et les Chefs d'unités de l'Aviation de toute confiance, préalablement mis en place.

Le Général Carayon ayant approuvé, je pris en novembre 1943 un premier contact avec le, Général Revers qui accueillit ma proposition avec satisfaction, tout en m'indiquant le grave déficit en armement

qui l'inquiétait.

*Je revis le Général Carayon. Son activité commençait à attirer, de la part des Allemands et du cabinet Laval, une suspicion qui ne pouvait que nuire à nos projets. Je lui demandai instamment de rester dans la coulisse sans se compromettre plus gravement et m'opposai, pour sa sécurité, à ce qu'il rencontre le Général Revers.*

*Il était à mon sens indispensable que le Général Carayon restât en place pour prononcer les mutations nécessaires à l'exécution du plan. Le Général Carayon me désigna ses successeurs, le Colonel Cornillon. et le Colonel Lefort, au cas où lui-même serait arrêté et trois officiers pour l'organisation prévue, les Colonels Alias et Fayet pour l'Armée de l'Air, et le Commandant Archaimbault, pour Jeunesse et Montagne.*

*Quelques temps plus tard, en décembre 1943 <sup>(11)</sup>, je réunis une nouvelle conférence avec le Général Revers, un officier de son État-major, le Colonel Fayet et moi-même. Puis, je donnai à Archaimbault le contact avec le Colonel Zeller, délégué zone sud du Général Revers et assistai à une première entrevue.*

*Je sus, avant de partir, que le Commandant Péliissie prendrait la direction à Toulouse, le Commandant Mutin à Limoges et le Capitaine Bouvarre à Lyon. Pour Jeunesse et Montagne, d'accord avec le Commandant Archaimbault, je mis le Commissaire-chef de Roussy de Sales au courant en lui demandant de nous aider par tous les moyens, notamment par des mutations pour mettre en place des chefs de confiance, tels, que le Capitaine Thollon, les Commandants Ripert et Rouillon. Là-dessus, je repartis en Afrique du Nord, laissant à Alias, Fayet et Archaimbault le soin de poursuivre la mise en place de l'organisation. »*

Ce contact que nous eûmes avec le Colonel Zeller eut lieu à Roanne.

Le Colonel était lui-même rentré, deux mois plus tôt, d'un voyage éclair en au Maroc et à Londres, les plans alliés n'étant pas définitivement arrêtés et la Résistance française étant encore en crise de croissance, il avait mis en garde les chefs français et anglais contre un déclenchement prématuré de l'insurrection, susceptible d'entraîner l'anéantissement de nos forces et des représailles inacceptables pour la population.

Tenant compte également de l'insuffisance des armements et des difficultés de ravitaillement dans les maquis, il nous demanda de rester dans la légalité jusqu'à nouvel ordre.

Nous avons convenu, toutefois, que des responsables de la Résistance seraient désignée dans chacun des groupements J.M. et mis en place aux postes voulus. Ces responsables prendraient ensuite contact avec les chefs régionaux ou locaux de l'O.R.A., les boîtes à lettres et les noms des responsables de l'O.R.A. étant fournis par les Colonels Alias et Fayet.

À mon retour, j'informai le Général Carayon - il me demanda de ne pas agir indépendamment de l'Armée de l'Air. Je lui suggérai de venir à Grenoble donner des directives pour ses cadres détachés dans les Groupements. Il prit de grands risques au cours de cette réunion, précisant que l'Armée de l'Air avait conservé son unité, qu'elle soit déployée en Métropole ou en Afrique du Nord et que Jeunesse et Montagne en faisait partie. Il conjurait ces cadres de tenir coûte que coûte en vue d'une utilisation prochaine. Il prescrivit enfin des mesures de dispersion préparatoires, en cas de danger immédiat de la part des Allemands.

Ces mesures n'eurent, du reste qu'une application temporaire, la dissolution de Jeunesse et Montagne ayant été décidée peu après avec effet au 31 janvier 1944.

Après les Pyrénées, les Allemands avaient en effet interdit la zone alpine.

Il ne restait que peu d'arguments pour justifier le maintien de J.M. Et pourtant, il importait de conserver, prêt à l'action, ce potentiel accumulé de Résistance.

D'autant qu'Henri Ziegler allait repartir fin janvier pour Alger et Londres, après 4 tentatives infructueuses en sous-marin, avion et bateau, il emportait le plan de déploiement des unités de l'Armée de l'Air et de Jeunesse et Montagne.

Malheureusement, une escale involontaire dans ... les prisons espagnoles retardera son arrivée de plusieurs mois.

En avril, le Général Carayon était arrêté par la Milice qui le livrait à la Gestapo.

Nous nous réunissons aussitôt avec Fayet et Alias et décidons de poursuivre.

Pour Jeunesse et Montagne, nous confirmons les décisions prises antérieurement concernant la désignation de Robert Thollon pour le Massif Central et de Roussy de Sales, Ripert et Rouillon pour le secteur alpin. Les détachements en usine seront pris en charge par le Lieutenant Constant, détaché à la Direction des industries Aéronautiques, rue de la Convention à Paris.

L'École des Cadres, dont l'effectif s'élevait à 120 cadres et jeunes parfaitement soudés et capables d'essaimer dans la Résistance, comme allait le confirmer la suite des événements.

Le Colonel Cornillon, sous-Chef d'État-major Air, nous fut à cet effet d'un concours d'autant plus précieux que Thollon avait été l'objet sous l'accusation désormais classique de gaullisme, d'une demande d'enquête et de relève de la part du Cabinet Laval.

Or, nous avons pris la décision de regrouper son École à Murols (Puy-de-Dôme) et, par l'intermédiaire de Fayet à qui je l'avais présenté, Thollon avait déjà pris les contacts avec l'O.R.A, du Cantal (Colonel Fayard-Mortier) et le D.M.R. de Clermont-Ferrand (Pyramide).

Dans le cadre du plan Carayon, il avait en outre reçu mission de centraliser la Résistance Air pour le Massif Central.

Le Colonel Cornillon négocia fort habilement avec les Commissions d'armistice et obtint que l'École des Cadres J.M. rattachée, administrativement aux Chantiers depuis 1943, soit transférée au Secrétariat Général à la Défense Aérienne, sous l'appellation d'École des Cadres de la Jeunesse Aérienne <sup>(12)</sup>. Le prétexte était la formation de cadres pour les écoles d'apprentissage de l'Industrie aéronautique !

Je dois ajouter que l'habileté de Robert Thollon qui avait détaché au Cabinet Laval l'un de ses meilleurs Instructeurs, le Lieutenant Antoine-Michard <sup>(13)</sup>, promo 41 de l'Ecole de l'Air, facilita grandement la négociation,

Excellent procédé de contre-espionnage !

Il fallait aussi garder en mains les cadres sans emploi, après la dissolution de "Jeunesse et Montagne", selon les accords de principe pris antérieurement par Roussy de Sales avec le Colonel Descour, chef régional de l'O.R.A. <sup>(9)</sup>

Donnons la parole à Gaston Rouillon<sup>(14)</sup>, responsable de l'Instruction montagne dans les Groupements :

*« Après le 1<sup>er</sup> Février 1944, suivant les directives du "Commissaire-chef des Groupements J.M., le Chef Rouillon met sur pied, dans le Cadre du Commissariat Général aux Sports, une organisation groupant tous les Chefs, Instructeurs et moniteurs de J.M., techniciens de la montagne ou simplement disponibles.*

*Le but de cette Organisation est de maintenir au de ramener dans les zones montagneuses des Alpes, du Massif central et des Pyrénées, le maximum de Chefs susceptibles d'encadrer des camps de montagne et constituer ainsi une vaste organisation de Résistance à multiples ramifications, pouvant servir de cadre à une mobilisation éventuelle d'Anciens ou sympathisants <sup>(15)</sup>. »*

Ces mesures furent complétées par la désignation d'organes tout aussi nombreux et étoffés que possible aux divers échelons.

Les détachements en usine encadrés par leurs anciens chefs et peu ardents au travail cela se comprend, ne posaient pas d'autre problème que celui des liaisons. Fin avril, je présentai le Lieutenant Constant au Colonel Alias qui lui remit les boîtes à lettres des correspondants de Centres désignés.

Début Mai, sous couvert d'une tournée d'inspection, il allait prévenir les chefs de Centre d'avoir à se mettre, le cas échéant, aux ordres des officiers désignés pour assurer la liaison auprès des FFI dans leur zone.

De son côté, le Colonel Alias se chargeait d'envoyer les représentants régionaux de l'O.R.A. prendre le contact des Chefs de Centres désignés<sup>(16)</sup>.

\* \* \* \* \*

C'est à ce moment que l'on me prévint que la Gestapo s'intéressait à mes activités, j'en fus avisé par François Faye, ancien chef des Groupements J.M. des Pyrénées et membre du réseau "Alliance". Il le tenait lui-même de Madame Jaffeux-Tissot, la dévouée secrétaire de l'Aéro-Club de France.

Par une curieuse coïncidence, le père Buenner, ancien aumônier de l'École de l'Air me recommandait au même moment au Colonel Burnon - à mon insu - pour le poste de Chef d'E.M. des Chantiers de la Jeunesse, après l'arrestation du Général de la Porte du Theil.

Il vint candidement à Vichy me demander d'accepter et insista vivement.

J'ai oublié quel motif je lui donnai pour me dégager, mais il me parut, d'instinct, qu'il était urgent de sortir de ce guêpier.

Je négociâi ma mutation à la Direction des sports aériens à Paris où un local donnant à la fois sur la rue Auber et la rue des Mathurins assurait un minimum de sécurité et de discrétion et évitai soigneusement l'appartement de ma mère.

Je retrouvai quelques amis du groupe fondé au début de l'Occupation et appris que Henri Ziegler était

finalement arrivé à Londres et était auprès de Général Koenig.

Le réseau Samson rétablit le contact.

Constant avait commencé sa mission auprès des Centres détachés en usine. Les coupures de voies ferrées et de nombreux aléas dans les liaisons ne lui facilitaient pas le travail.

Au cours du mois de mai, il avait pourtant réussi à prendre contact avec le Commandant Mutin, délégué de l'Air auprès du Chef régional O.R.A à Limoges pour le détachement de St Istier-Périgueux - de Lannurien préparait de son côté des dépôts de vivres et d'habillement - avec Rocoffort qui avait quitté Figeac pour Châtelleraut, avec Basset au Creusot. À Bourges, il avait manqué le contact avec Faret d'Astier. Il fit ensuite un voyage à Lyon et Grenoble et convint avec Ripert, que ce dernier prendrait en charge les détachements de Villeurbanne et Villefranche. Il avait enfin donné les coordonnées de Riss au Colonel Alias qui devait le faire contacter par l'O.R.A.

Peu après le débarquement, j'eus la visite du Chef Emery, que Thollon m'avait envoyé en liaison. Il m'informait du passage au maquis, le 3 juin, de l'École des Cadres dont les effectifs avaient déjà été portés à 300 hommes. Thollon manquait d'armements.

Ayant perdu le contact avec Alias parti dans la région de Rodez avec le Général Revers, je fis directement aviser Henri Ziegler, à Londres :

Emery revenait au début d'août. Il m'informait de ce que 150 tonnes d'armements avaient été parachutées le 14 juillet dans son secteur et que la part recueillie par le "Groupement Renaud" (Thollon) était largement suffisante. Par contre, il demandait de l'argent.

Je répercutai à nouveau, par la même voie.

Emery fit le point du travail accompli par l'École des Cadres depuis son passage au maquis. La longue préparation effectuée depuis le début de mai avait porté ses fruits : le Groupement Renaud était devenu le pôle d'attraction de la Résistance Air dans le Massif Central : le Centre d'apprentissage d'Authezat et le Groupe de Jeunes Travailleurs de l'Air d'Aulnat avaient rejoint fin mai et un regroupement des Cadres de l'Air et de J.M. isolés avait été organisé à la date du 1<sup>er</sup> juin.

Des missions de contact avaient été envoyées à Toulouse, Bordeaux, Figeac, Clermont-Ferrant, Périgueux, Aurillac doublant ainsi la mission Constant, ce qui donnait une double sécurité, étant en facteur commun dans ce secteur.

Dans la même période, tous les maquis de quelque importance avaient été contactés.

À la troisième liaison d'Emery, le 7 septembre, le "Groupement Renaud" s'était accru de la Compagnie de Défense Passive de Clermont, aux ordres du Capitaine Langlais, d'un certain nombre de "poussins" de de l'Air, touchés directement, de quelques maquis autonomes manquant d'encadrement (A.S. notamment), d'une Compagnie polonaise de travailleurs des barrages du Cantal et d'un important groupement de 250 hommes auprès duquel Thollon avait détaché quelques cadres disponibles et qui avait rallié.

Au 30 août, ces apports successifs avaient porté les effectifs à 800 hommes groupés en 6 compagnies parfaitement armées depuis les derniers parachutages.

Les combats du Pas de Compaing (7 août), du Lioran (11,12 et 13 août), du Mur de Barrez (16,19 Août) et de St Flour (22, 24 août) avaient aguerris les cadres et les jeunes et les avaient préparés aux opérations de Lyon (2 et 3 Septembre).

Je demandai à Emery de visiter le maximum de centres J.M. sur le chemin de son retour au Groupement Renaud <sup>(17)</sup>.

\* \* \* \* \*

Entre temps, la Libération de Paris était intervenue.

Quand Emery revint le 17, nous décidâmes avec le Colonel Alias d'aller rendre visite au Groupement Thollon devenu la "*Colonne Rapide n°6 des F.F.I d'Auvergne*" après l'affaire de Saint-Flour.

Nous le retrouverons le 21 septembre à Saint-Léger (près de Pontailier) avant de nous rendre à la Division Alpine.

Mais laissons la plume à Robert Thollon <sup>(18)</sup> :

« *Le 1<sup>er</sup> septembre, la C.R.6. est envoyée dans la banlieue de Lyon dont l'assaut est décidé pour le 3 septembre. Elle est intégrée dans le dispositif d'assaut, avec mission de tenir dans la journée du 2, le Secteur Craponne, Brindas, Chaponost, d'où elle devra pousser (les pointes offensives pour s'assurer des bases de départ pour l'offensive du 3, prévue à 5 heures.*

*Un bref engagement a lieu dans la soirée du 2 au cours d'une de ces pointes. Deux camions allemands sont attaqués et capturés.*

*Le lendemain, la C.R.6. se porte en tête dans le dispositif d'assaut de Lyon et arrivera sur les bords*

de la Saône à 8 Heures après avoir occupé Tassin la Demi-Lune et le quartier de Vaise. Le chef de la C.R.6. et 3 officiers de son Etat-Major pousseront sur le champ une reconnaissance au cœur de Lyon et entreront les premiers à 8 h 15 à l'Hôtel de Ville, Place des Terreaux. Des combats de rue eurent encore lieu au cours de la journée avec des éléments isolés. La C.R.6. eut 8 blessés, dont 2 graves au cours de ces combats.

Le 6 septembre, la Colonne Rapide n° 6 est appelée en renfort d'autres éléments de la Division d'Auvergne pour participer à l'encerclement de colonnes ennemies regroupées à Saint-Pierre-le-Moûtier avant de tenter de forcer, en direction de l'est, le passage de la Loire. Elle est chargée du secteur de la rive droite de la Loire entre Digoin et Decize compris. Le 6, tout le secteur est encore tenu par les Allemands Le 7 et le 8, en talonnant l'ennemi en retraite, la C.R.6. occupa successivement Digoin, Diou, Bourbon-Lancy, Crona et Decize. En même temps, elle progresse sur un axe parallèle, à quelque 20 km de la Loire, pour élargir ses positions.

C'est au cours de cette progression, le 7 au soir à Luzy, qu'elle prit contact avec une importante colonne qui tenait la ville et que, au cours d'un combat très vif, elle perdit 10 hommes, tués en attaquant le faubourg est.

Le 8, des éléments avancés prirent également contact avec l'ennemi à Champlevoix, au sud de Cercy-la-Tour et éprouvèrent des pertes 1 tué, 1 blessé.

Au cours de ces combats d'avant-garde, une cinquantaine de prisonniers furent faits. La Loire était donc "verrouillée" à partir du 8 au soir. Les Allemands sondèrent notre dispositif dans la journée du 9. Tous les ponts, sauf ceux de Diou, Bourbon-Lancy et Decize ayant été détruits, ils tentèrent dans la nuit du 9 au 10 de forcer le passage à Decize avec une importante colonne, appuyée par de l'artillerie légère et des mortiers lourds. Cet assaut, qui dura 3 heures fut repoussé de justesse avec des pertes sanglantes. L'ennemi avait pu prendre pied sur le pont et il fallait le faire sauter.

Nous n'avions que des blessés légers, grâce à la sûreté des positions qui dominent le pont. Le 11 au soir, les Allemands encerclés entre Loire et Allier capitulaient.

Une colonne de 18.000 hommes se rendaient au Général américain commandant Orléans. Le Général allemand déclarait : "L'échec de Decize et la destruction des ponts de la Loire ont été les facteurs déterminants de notre capitulation".

Au moment où ce rapport est rédigé, la C.R.6., devenue au sein de la Division d'Auvergne, la 2<sup>e</sup> demi-brigade, est regroupée et attend, aux environs de Dijon, les ordres qui préciseront son rôle dans la bataille engagée pour la Libération de l'Alsace et de la Lorraine.

Ces ordres doivent faire d'elle un des éléments qui agiront en liaison avec la 1<sup>ère</sup> Armée du Général de Lattre de Tassigny. » PC de Saint-Léger (Côte d'or) le 30 septembre 1944.

Lieutenant-Colonel Thollon - Commandant de la 2e demi-brigade.»

L'effectif était alors d'environ 1.500 hommes. Le Centre-École J.M. avait essaimé dans la Résistance. Reprenant ses galons de Commandant, Robert Thollon rejoindra l'Armée de l'Air courant octobre pour y rendre opérationnel un groupe de chasse initialement armé de Dewoitine 520 que Marcel Doret avait récupérés à Toulouse.

\* \* \* \* \*

Dans le secteur des Alpes, le travail extrêmement consciencieux et précis effectué par Ripert et Rouillon allait également porter ses fruits.

Nous extrayons ce qui suit du rapport du capitaine Rouillon, daté d'Uriage, 15 novembre 1944.

« Au mois de mars, le Chef Rouillon est désigné par le Chef départemental de l'Isère de l'A.S. comme adjoint militaire du Chef du secteur VI (Grésivaudan) et n'exercera réellement des fonctions que dès l'ouverture de la guérilla, au lendemain du débarquement.

Au mois d'avril, un certain nombre de Chefs de J.M. sont convoqués à Grenoble à l'organe central de liquidation, en vue de renforcer l'encadrement de certains maquis de l'Isère. Les Chefs Emery (Lt Maurice), Lebugle (Robert), Bellouard, Mercier (Totor) entre autres, sont envoyés au maquis du capitaine Stéphane, dans le massif de Belledonne. Un peu partout les contacts se multiplient.

Le 4 juin, le Chef De Roussy de Sales et le Chef Ripert rentrent du Mont-Dore à Grenoble. Le Centre-École de J.M. vient de passer en bloc à la Résistance du Massif Central. Le Chef De Roussy de Sales lance à tous les Chefs de J.M. l'ordre officiel de rejoindre le maquis et autour de deux pôles principaux : le premier dans le Massif Central, autour du Centre-École et de son Chef, le Chef Thollon, pour les Chefs du centre et du sud-ouest de la France. Le second dans les Alpes, aux environs de La

Mure, pour tous les autres. Des émissaires sont envoyés à Paris, Limoges, Toulouse, Périgueux pour porter ce mot.

Le 6 Juin, c'est le débarquement.

Par petits groupes très échelonnés en raison des difficultés de transport, les Chefs rejoignent Grenoble tout d'abord, ensuite La Mure, aussi bien pour ceux qui n'ont jamais été militaire, et en particulier, fantassins, que pour les anciens des troupes Alpines, qui, depuis la démobilisation ont perdu le contact des questions strictement militaires. Ce stage se fera par roulement à la C<sup>ie</sup> Stéphane, dont une partie de l'encadrement est originaire de J.M. et qui, par son atmosphère guerrière se révèle comme le meilleur formateur par excellence.

Pendant trois mois de guérilla, du début juin à la fin août, les anciens Chefs de J.M. se succèdent chez le Chef Stéphane. Les uns pour un simple stage d'une dizaine de jours, d'autres pour affectation définitive. Ailleurs, très pressés par le temps, d'autres mettront sur pied immédiatement des unités.

4 Compagnies d'inspiration spécifiquement J.M. sont créées. La 1<sup>ère</sup> dans le Massif de Belledonne, au secteur VI de l'Isère, autour de Gorecki, une 2<sup>e</sup> en Champsaur autour de Constant, une 3<sup>e</sup> en Dévoluy autour de Leininger, la 4<sup>e</sup> en Oisans autour du Chef Ripert, Inspecteur de la zone franche et de Carrel.

Au Secteur VI de l'Isère (Grésivaudan), deux compagnies sont engagées pendant trois mois dans une très active guérilla. Une 3<sup>e</sup> dont la formation sera difficile par le manque d'armes et d'équipement ne se trouvera prête que pour la Libération de Grenoble.

La Compagnie Stéphane, à l'ordre du département de l'Isère le 14 août sous le numéro 311, est encadrée en majorité par des Chefs de J.M. Son Lieutenant en premier, Maurice, est le Chef Emery. Sur 9 groupes, 7 sont commandés par d'anciens J.M. : Lebugle, Foucart, Damoiseau, Durand, Besconds, Deshays.

Pendant trois mois, elle livre combat chaque jour sur toute l'étendue du territoire de l'Isère, mobile et insaisissable, manifestant à elle seule l'activité de 6 compagnies en Trivieres (Luce-La-Croix-Haute), en Champsaur (Corps) Pont-de-Claix (Vif), dans la trouée de Voreppe, en Chartreuse (Bastille et Fort-Rabet, les Échelles), et surtout en Grésivaudan, elle attaque sans relâche les colonnes allemandes. Ses coups de mains et embuscades qui coûtent à la Milice la perte de 12 prisonniers et la mort du Commandant en second, amènent l'évacuation de l'École des Francs Gardes du château d'Uriage.

Mais cette activité incroyable exige des sacrifices. Plusieurs tomberont : Bourdieu, agent de renseignement arrêté par la Milice et massacré par la Gestapo, BARbieri qui saute sur une mine dans la marche sur Grenoble. Et dans d'autres secteurs : Boisrame, Gallant, Vallaghe et plusieurs autres dans des circonstances encore mal connues.

Des citations individuelles sanctionnent les mérites les plus éminents (Emery, Lebugle).

A la Libération de Grenoble, la presque totalité des anciens cadres J.M. restés dans les Alpes ont rallié le Grésivaudan et ses compagnies. Les autres se sont engagés dans les unités F.F.I. les plus voisines de leur résidence, comme suite aux accords locaux pris antérieurement par eux.

Si, dans leur ensemble, les anciens volontaires J.M. n'ont pas pu, pour des raisons d'organisation, se rassembler autour de leurs anciens Chefs et reconstituer ainsi les anciennes unités J.M., il n'en reste pas moins vrai que dans leur ensemble les cadres ont répondu à l'appel du Commissaire-Chef et ont constitué l'armature de nombreuses unités F.F.I. <sup>(15)</sup> »

Précisons qu'il y eut tout de même une exception, à Saint Étienne-en-Dévoluy, où Leininger réussit, après les parachutages de juillet, à constituer, sous l'appellation de "Camp de la Hervrerie" - le nom de son ancien Centre J.M. - un maquis situé sur les flancs boisés de l'Obiou, dont les cadres étaient en totalité J.M.

Son activité s'exerça sur les routes Napoléon et Gap-Veynes où des engagements d'embuscade eurent lieu contre les convois allemands, avant de s'installer dans le Queyras. <sup>(15)</sup>

Précisons aussi qu'Henri Ripert avait eu la douleur de perdre son fils Yves au combat des Échelles.

Nous ajouterons le témoignage d'André Bellouard que, 10 ans plus tard, je retrouvai en Extrême-Orient, toujours adjudant-chef, mais avec Légion d'Honneur, Médaille Militaire, 3 magnifiques citations et le poste de "Conseiller et moniteur chef pilote auprès du Directeur de l'École royale de pilotage Khmer (Cambodge)" (19).

« Après un séjour à Périgueux-Saint Astier, je rejoins Grenoble sur appel du chef Ripert, qui m'envoie à la Compagnie Stéphane, au début de mars.

Le Capitaine Stéphane me charge, en mai 1944, d'une mission à l'extérieur. Je dois aller récupérer de l'armement à Gap, puisque j'en connais les caches.

Pour cela, un cadre du barrage du Sautet doit me fournir une camionnette (...).

Finalement, le contact étant établi, nous convenons d'une date pour le transfert vers ... Merlin, que je rencontre dans un train et qui n'est autre que le Chef de Roussy de Sales.

La veille de l'arrivée de cette camionnette, je suis arrêté par la Gestapo qui a investi Ancelle, proche de la cache principale. Nous sommes emmenés à Gap, à la caserne Desmichel, où l'on nous enferme avec d'autres invités. Avec moi, il y a un "agent" de J.M. : Bastien, et Marillat, moniteur de ski et J.M. habitant Ancelle ( ... ).

Au 3e interrogatoire dans le même genre, toujours sous les coups et la menace, un français, Vallet, s'empare d'un davier et m'arrache 5 dents. Ce qui ne me redonne pas la mémoire ! On me dit alors que Radius a parlé, qu'il me connaît...Je sais que Radius n'a sûrement pas parlé.

On me confronte avec lui, complètement défiguré par les coups ( ... ) et qui a la force de faire non de la tête.

Il fut abattu par ses bourreaux, je ne sais où. Le davier resservira sur moi, une seconde fois ( ... ) .

Les chefs d'accusation retenus contre moi par la Gestapo de Gap :

- dangereux terroriste, organisateur de camps d'entraînement à la guérilla,
- constitution et connaissance des emplacements de dépôts d'armes,
- tentative de faire désertier des soldats polonais servant de force dans l'armée allemande ( ... )

Pour cela, je n'étais pas détenteur de carte de l'O.R.A., ni de l'A.S. (Stéphane, Ripert etc ... ) . Mais probablement des deux organisations. Je n'en ai rien su. Car après, j'ai continué ailleurs

Il me manque 11 dents. Mais, j'aurais pu manquer complètement à l'appel (6) »

Henri Vullierme, qui depuis 1942, avait participé à ses activités, m'a dit plusieurs fois - et très récemment encore - qu'il ne serait plus vivant si Bellouard avait parlé. Mais "il ne savait rien !"

Nous évoquerons aussi le souvenir de Jean Buchet, chef de l'équipe Béarn de J.M. à Molines-en-Champsaur qui, arrêté dans ce village, s'évada par La Motte, fut repris et rejoignit ensuite la Compagnie Stéphane. Il y trouva la mort d'une balle en pleine tête au cours d'une embuscade dans un village italien proche de la frontière, en 1945.

Une plaque à sa mémoire a été apposée à Molines le 13 août 1982.

Et nous mentionnerons enfin les camouflages de postes radios près du Bourget-du-Lac par le Capitaine Henri de Montmarin et son camarade Teysseyre, après la dissolution du Groupement Vignemale qui, en les éloignant des Pyrénées, avait stoppé leurs activités résistantes dans ce secteur.

A partir de juin 1944, Montmarin prit une part active aux opérations de commando du Lieutenant-Colonel Drouot, dit l'Hermine, dans la région d'Orcières et la vallée du Dévoluy. Il eut ainsi l'occasion, après le débarquement de Provence, de prendre contact avec les généraux Cochet et Clark, avant d'être détaché auprès du Général Moll.

\* \* \* \* \*

Les opérations actives des détachements dans les usines n'eurent pas la même efficacité que celles du Massif Central ou du secteur alpin.

Aucun reproche à ce sujet ne peut être fait au Lieutenant Constant qui fit tout en son pouvoir pour assurer les contacts.

Mais en dehors des difficultés de liaison et des aléas du travail clandestin à une période où le réseau ferré était constamment perturbé, les Chefs de la Résistance rencontraient, de leur côté, de graves problèmes pour l'armement et le ravitaillement de leurs propres maquis. Ils avaient donc une certaine réticence à accroître brusquement leurs effectifs par des groupes de plusieurs centaines d'hommes, dans la plupart des cas.

Enfin J.M. ne se trouvait pas dans son environnement habituel, comme c'était le cas "dans sa montagne".

À St Astier, les dépôts préparés par de Lannurien furent plusieurs fois pillés par les maquis voisins. Lannurien rejoignit finalement les Alpes.

À Chatellerault, deux Chefs d'équipe furent arrêtés par la Gestapo au moment où ils récupéraient des dépôts de vivres et de matériels.

Rocoffort, leur chef de détachement reçut début juin la visite d'un émissaire de l'O.R.A. (Commandant aviateur) qui lui fixa un rendez-vous. Au jour dit, il apprit que "ils avaient eu un coup dur".

Le Lieutenant Rex revint, fixa un nouveau rendez-vous pour le 8 Juillet, à 20 km de Loches. Personne...

« J'attends encore quelques jours, écrit Rocoffort dans son rapport de septembre 1944.

C'est alors qu'indirectement j'ai été mis en relation avec M. Lacroix à Châtellerault qui me fait incorporer par le capitaine le Catalan, actuellement commandant de la place de Châtellerault, aux ordres duquel je suis resté : il ne m'a fait prendre le maquis avec mes jeunes que lorsqu'il crut pouvoir m'équiper et m'armer. Ce qu'il n'a pu faire d'ailleurs, c'est pourquoi je suis passé au maquis du Blanc, dix jours après, avec l'autorisation du capitaine Paul.

Au Blanc, Guy Lebon m'arma et m'envoya en position sur la route de Tournon à Livreuil et de la Roche Tosay à Preuilley où nous étions chargés d'interdire le passage des troupes allemandes. Ce qui fut fait en partie car nous ne devons pas attaquer les convois trop importants. Les jeunes ont effectué en plus diverses missions de patrouille et de nettoyage (dix engagements environ).<sup>(20)</sup>

Au Creusot, Basset avait en charge un détachement de 500 hommes (mixte CHANTIERS et J.M.). Malgré 3 contacts avec Constant dans le courant de mai, rien de nouveau en fin de mois. Constant relance.

Le 8 juin, je reçois la visite du Colonel "Bennoit" accompagné de M. "Lebaudy" il me fixe rendez-vous pour le 9 juin dans les environs (Etang sur Aron).

Le 9 juin, nous étudions ensemble la formation d'un Centre d'Instruction et l'amorce d'un maquis (personnel à mettre en place - situation de ce Centre, ravitaillement, en vivres et matériels). Un autre rendez-vous m'est fixé pour le 14 juin. Il me demande pour cette date 4 agents de liaison.

Le 11 Juin, reconnaissance effectuée pour déterminer l'emplacement exact.

En outre, le 14 Juin, je dois me présenter avec mon camarade Faret d'Astier commandant le détachement de Bourges et que le Colonel Bennoit est chargé de contacter.

Faret d'Astier vient au Creusot le 11 juin, mais ne peut rester, sa présence étant indispensable à Bourges.

Personnellement je ne puis me rendre au rendez-vous du 14 étant retenu au Creusot.

Un autre rendez-vous m'est fixé pour le 17 Juin (Moukin Engilbert).

A cette date, le personnel en place était désigné et devait prendre le commandement du Centre d'Instruction, j'avais nommé un remplaçant pour le commandement du détachement (mon adjoint, le Chef Lescure). La direction de l'usine était au courant de mes activités et tous les moyens étaient mis par elle à ma disposition.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1944 à 6 heures 30, j'étais arrêté par la Gestapo, ainsi que le Chef Lescure.

Le motif invoqué pour mon arrestation était le suivant :

- Attaque d'une garnison Allemande (Le Creusot)
- Stock et transport d'armes,
- Appartenance à une organisation de la Résistance.

Rien ne put être prouvé contre nous, malgré un interrogatoire assez long.

Internés à la prison de Chalons jusqu'au 3 août, nous avons été dirigés à cette date sur Compiègne où nous sommes arrivés le 7 août 1944 au soir. Nous avons été libérés normalement à Compiègne le 24 août 1944.

NOTA - J'ai eu l'occasion de rencontrer à Compiègne le Commandant "Challes" qui a été dirigé en Allemagne (Weimar) le 17 août 1944.

PARIS, le 18 Octobre 1944

Le Sous-Lieutenant Henri, Paul Basset - Signé Basset. <sup>(21)</sup>

A Bourges, Constant ayant manqué le contact avec Faret d'Astier le Colonel "Bennoit" agit de son côté. Sans résultat. <sup>(21)</sup>

Enfin, à Toulouse, les coordonnées de Riss (affecté comme Inspecteur à la Production industrielle) avaient été données au Colonel Alias qui devait faire intervenir l'officier responsable régional prévu dans le plan Carayon (à l'époque le Commandant Pelissié). Sans nouvelles, Riss rejoignit un maquis du Lot (capitaine Wurthesen) relevant du Corps Franc Pommies. <sup>(22)</sup>

Fort heureusement, les instructions transmises par Constant avaient été doublées par les émissaires envoyés par Robert Thollon et même triplées par ceux que Roussy de Sales avait dépêchés le 4 Juin à

Paris, Limoges, Toulouse et Périgueux <sup>(15)</sup> - au risque, il est vrai, de quelques flottements chez ceux des cadres qui, attendant un contact sur place, étaient directement rappelés dans les Alpes.

\* \* \* \* \*

Après la Libération de Paris, le Ministère de l'Air s'était réinstallé boulevard Victor. La guerre allait se poursuivre 9 mois encore jusqu'à la victoire finale, dont la date était encore incertaine.

Il fallait reconstruire les bases aériennes atteintes par les bombardements, rebâtir un système complet d'écoles et organiser des Services Techniques français.

Les combats aériens se poursuivaient ; l'efficacité de la Chasse allemande était, certes, diminuée, mais la Flak continuait à causer des pertes à nos Forces Aériennes.

Cadres et volontaires de J.M. pensaient le moment venu de se rapprocher des avions, notamment les anciens élèves du P.N. - Généralement aspirants en 1939-40 - dont l'armistice avait interrompu la formation.

D'autant que certains militaires issus des F.F.I. et ne présentant pas de qualification particulière arboraient des tenues assez pittoresques largement pourvues de galons. Leur déception allait être cruelle.

Le Général Jean Bloch, sortant des maquis de Haute-Corrèze où il avait mené des actions de guérilla et de sabotages - notamment sur les lignes à haute-tension au départ de Marèges me rappelait récemment comment, les références des opérations passées n'ayant pas trouvé grâce devant le "capitaine épurateur", son rappel dans l'Armée de l'Air n'avait finalement tenu qu'au témoignage téléphonique d'un ancien sergent F.T.P. connu au hasard d'une action en Corrèze.

Quant aux aspirants, on leur proposa l'alternative suivante :

- ou garder leur qualité d'aspirants et renoncer au P.N.
- ou être maintenus dans le P.N. en acceptant de rendre leur galon après 4 années de commandement à Jeunesse et Montagne ou dans le maquis !

« *Mon moral, comme celui de bien d'autres, s'est usé,* » m'écrivait Henri Vullierme en 1947. « *L'Armée de l'Air dans laquelle je vis ne répond plus à mes aspirations. La foi m'a brutalement abandonné dans les coups qui se sont acharnés sur nous. Et c'est en ce moment le passage le plus difficile de ma vie : renoncer à ce à quoi je tenais le plus* ».

Mais, qui pour les défendre ?

A leur retour de Buchenwald, les généraux Carayon et Lefort et le Colonel Cornillon durent attendre de comparaître devant leurs juges. (je portai témoignage pour leur défense).

Il y eut non lieu, mais on ne les revit plus dans l'Armée de l'Air

Le Général d'Harcourt était en retraite définitive.

Le Général Bergeret était en résidence surveillée, en attendant son procès. Il y eut également un non-lieu. Il n'en fut pas moins définitivement éliminé.

Le Colonel David fut rétrogradé, comme certains officiers ayant servi à J.M.

Le Commissaire-chef des Groupements J.M., André de Roussy de Sales, ne fut pas rappelé dans l'Armée de l'Air.

Personnellement, j'eus la chance que Jacques Maillet, ancien délégué du G.P.R.F. en zone sud, que M. Parodi avait nommé Directeur du Travail et de la Main d'Oeuvre au Ministère du Travail, apprit que j'étais disponible, en attendant la décision des Commissions d'épuration à mon sujet.

Il me proposa le poste d'Inspecteur Général de la Main d'Oeuvre avec mission d'appliquer au travail de reconstruction, les centaines de milliers de prisonniers rapatriés qui recherchaient un emploi.

J'acceptai.

J'en étais à ma 3<sup>e</sup> liaison auprès des Commissaires de la République qui venaient d'être nommés - j'avais rencontré MM. Cusin à Bordeaux et Aubrac à Marseille - quand je fus rappelé dans l'Armée de l'Air, comme commandant. Etant Lieutenant-Colonel depuis peu, je répondis que, vu l'état de guerre, je rejoindrai sur le champ, mais avec mon grade ancien ou comme 2<sup>e</sup> classe.

On s'excusa en invoquant une faute de frappe.

Mais quatre demandes successives pour servir dans une unité en opérations revinrent refusées, malgré l'appui de mon chef, le Général de Vitrolles. <sup>(23)</sup>

En définitive, seul M. Capitant, ministre de l'Éducation Nationale du gouvernement du Général de

Gaulle voulut bien, en 1945, mettre sa signature au bas des textes régularisant notamment la nomination au grade de Chef d'équipe des derniers stagiaires de l'École de Cadres de Jeunesse Aérienne. (Promotion du maquis). (24)

Sans doute, me dira-t-on, toutes les périodes révolutionnaires ont connu de tels excès, même avant que la guerre ne soit achevée.

Je n'aurais pas écrit ces lignes, si, deux années plus tard, au moment où Robert Thollon était destiné au commandement d'une escadre de Chasse, le Service du Personnel ne l'avait convoqué pour lui notifier son affectation aux... Sports Aériens. Malgré son refus, la décision avait été maintenue : il fallut l'intervention de l'Inspecteur Général pour la faire rapporter.

En 1948, Robert Thollon trouvait la mort dans un accident de montagne. Ses obsèques eurent lieu aux Invalides, mais on avait gommé le nom de "Jeunesse et Montagne" du discours prononcé par le Chef d'E.M. de l'Armée de l'AIR. (25)

Et 31 ans plus tard, l'École de l'Air avait omis d'être présente aux cérémonies d'inauguration du Boulevard du Commandant Thollon, à Marseille, sa ville natale.

En 1979, le chef d'un service - pourtant spécialisé en la matière et détenteur des documents essentiels cités dans cet article - m'écrivait qu'il existait, dans l'Armée de l'Air un courant considérant Jeunesse et Montagne comme "*une annexe du S.T.O. et le temple de la collaboration*".

Il ajoutait qu'il "*lui paraissait difficile d'estimer qui avait raison*". (26)

J'ai pensé que cet article serait une occasion de mettre les choses au point et j'apporterai 2 citations à l'appui :

La première, de Charles Tillon, notre ancien ministre de l'Air et ancien commandant en chef des F.T.P. Dans une lettre qu'il m'adressait le 26 décembre 1977, il évoquait « *l'appareil d'une nouvelle Défense Nationale où les passions politiques n'étaient pas moins vives que dans toutes les formations partisans rassemblées autour de l'improvisation du nouveau "Pouvoir de l'État"* ».

Et il concluait : « *C'est par cette voie que la Résistance combattante est morte* ».

La seconde citation est extraite d'un article du Général Alain Le Ray, ancien Chef départemental F.F.I. en Isère, publié le 10/07/1947 par la revue "Jeunesse et Sports" n° 96 :

« *Vichy a gâché bien des choses et parfois, reconnaissons-le, des "meilleures. Il s'y attache un redoutable stigmat.*

*Pourtant, Jeunesse et Montagne fut une parfaite réussite.*

*Parmi les meilleurs cadres de nos maquis de l'Isère, beaucoup en sont issus. Jeunesse et Montagne était un peu comme une préfiguration de notre dessein : expérience et démonstration »*

La troisième est celle de notre camarade Jacques Foucard qui, pendant 18 mois fat, en opérations, aux côtés du capitaine Poitou (Stéphane). Il rappelait d'abord la citation de son chef :

« *Jeune Officier adoré de ses hommes et sans cesse à la recherche de nouvelles méthodes d'éducation pour le combat, a dirigé plus de 90 actions contre l'ennemi, lui occasionnant des pertes cruelles et répétées. Sans cesse sur la brèche à la pointe de la lutte, a construit dans les montagnes de Belledune la plus belle unité que connut le Dauphiné pendant la période de Résistance intérieure ».*

Et il ajoutait :

« *Pas un seul Stéphane n'a reçu la médaille de la Résistance. Certains se sont vus décerner par le Capitaine Poitou l'Étoile verte de la Compagnie avec en-tête. : Aussi digne d'être montré à ses amis qu'à ses ennemis ».* (27)

Il fallut attendre 1948 pour qu'un ministre de la IV<sup>e</sup> République veuille bien se pencher sur le dossier de Jeunesse et Montagne et accorder son patronage à l'Association des Anciens et vingt ans de plus pour que le Général d'Harcourt reçoive des mains du Général de Gaulle les insignes de Grand-croix de la Légion d'Honneur, au lieu même où avaient été célébrées les obsèques de Robert Thollon.

\* \* \* \* \*

Que le lecteur ne cherche pas, dans ce témoignage, le reflet d'une tendance idéologique, politique ou religieuse.

Le fondateur du groupe auquel j'ai eu l'honneur et le privilège d'appartenir est mort en allant recevoir l'oblature à St Benoît. Certains de ses membres étaient marxistes.

L'estime et la confiance réciproque, le respect de la personnalité de chacun et les amitiés qui en résultaient y transcendaient les religions et la politique partisane.

Chacun s'était efforcé d'être efficace dans son secteur professionnel ou dans son environnement affectif, conforté par une identité de vues avec ses camarades du groupe quant à la conjoncture, mais gardant l'initiative de son action personnelle.

Une sorte de réseau de Résistance dont l'homologation fut simplement scellée par l'amitié indéfectible entre ses membres.

C'est pourquoi il n'y eut pas d'opposition, à la Libération, entre ceux qui avaient rejoint Londres ou la clandestinité totale et ceux qui sous la couverture d'un poste officiel, avaient poursuivi clandestinement des activités qui, dans le domaine de l'Air, par exemple, permirent une renaissance rapide de notre industrie aéronautique.

De même qu'à "Jeunesse et Montagne", il ne fut pas nécessaire, une fois les combats terminés, de recourir à une mention spéciale pour désigner les "J.M. Libres".

A condition de ne pas perdre de vue l'objectif final, le devoir avait été partout.

Les confidences du Général Carayon à sa conférence de Grenoble, peu avant sa déportation, auraient dû dissuader les censeurs impénitents du ministère de l'Air 1944 - et plus tard - de leurs jugements hâtifs et parfaitement injustes.

Certains historiens ont voulu opposer attentisme et action immédiate.

Nous pensons au contraire que toutes les formes de Résistance furent complémentaires : maintien d'un climat d'insécurité, renseignement, sabotages, guérilla et grands maquis ont, selon l'opportunité, concouru à l'objectif final.

Un minimum de coordination s'imposait cependant pour éviter à population civile des représailles hors de proportion avec le but recherché.

La mission de "Jeunesse et Montagne" fut de préparer de longue date, une action qui, pour un maximum d'efficacité, devait être déclenchée au moment voulu, en connexion avec les opérations militaires alliées, dans le cadre de l'O.R.A. ou de l'A.S., souvent imbriquées.

Cette mission fut remplie dans une très large mesure, en dépit du lourd handicap résultant de l'obligation du secret.

L'ingénieur Général de l'Air Henri Ziegler me racontait récemment comment, après la Libération de Paris, il avait appris que Maurice Jeffroy, exploitant agricole à Estrées St Denis avait été arrêté au titre de l'épuration et emprisonné. Il s'agissait en fait d'un résistant d'un courage exemplaire, qui depuis Juin 1943, avait, sous le surnom de "*Jeff le trappeur*", hébergé les chefs d'opérations, organisé le terrain d'atterrissage "Roger" reconnu par la R.A.F., camouflé des dépôts d'armes et accueilli les Lysander transportant les agents du réseau Samson.

Le Colonel Gervais et Henri Ziegler lui-même avaient utilisé ses services.

C'est mandaté par le Général Koenig, devenu gouverneur militaire de Paris, qu'Henri Ziegler alla le délivrer. <sup>(28)</sup>

L'apparence de ses relations avec les autorités allemandes l'avait fait prendre pour un collaborateur.

Il est possible que la même illusion ait aveuglé ceux qui, à la Libération, s'étaient lancés un peu hâtivement sur le leurre antérieurement présenté aux fonctionnaires trop zélés de la censure ou même aux occupants.

Ne cherchons pas à réveiller la polémique.

Conservons plutôt intactes la cohésion et l'amitié qui n'ont jamais cessé d'animer les relations entre anciens de "Jeunesse et Montagne" pour qui, à l'époque, seul importait de libérer le Pays de l'occupant.

A l'Histoire le soin de conclure et aux historiens celui tirer les leçons.

**Général H. Archambault - 20 août 1982**

## Notes

- (1) Revue J.M. n° 61 - Décembre 1966 - "Et J.M. Fut".
- (2) Revue J.M. n° 61 - Décembre 1966 - "Le Centre-École à l'œuvre".
- (3) Lettre du capitaine Rauch datée du 6 novembre 1945.
- (4) À la Libération, Cambois fut nommé Directeur du Centre d'Essais en Vol et chargé de sa réorganisation à Brétigny, sur des données modernes.
- (5) Le strict respect du secret fut l'une des raisons de la parfaite réussite des opérations menées par Robert Thollon. Il ne révéla à ses cadres les proches son intention de passer définitivement au maquis que quand il y fut, en fait. Il donna ensuite à chacun la possibilité de choisir. Personne ne refusa d'y rester.
- (6) Témoignage d'André Bellouard et sa lettre de 1982.
- (7) Rapport du capitaine Guès du bureau de la Jeunesse Aérienne et sa lettre du 14 novembre 1947.
- (8) Souvenirs du Colonel Roger Flamand et sa lettre du 4 juin 1976.
- (9) Interview de M. André Roussy de Sales par le Service Historique de l'Armée de l'Air (S.H.A.A.), le 24 juin 1976 et ses lettres du 02 et 12/08/1982.
- (10) Dont les Lieutenants d'Aligny, Bihet, Cardot, Labour, Glavany et Gouaux, tous de la promotion Steunou de l'École de l'Air
- (11) La date précise est probablement un peu antérieure, vraisemblablement courant octobre.
- (12) Déposition du Lieutenant-Colonel Archambault pour la défense du Général Cornillon et lettre du 13 février 1946 du Général Cornillon.
- (13) Mort en service aérien commandé en 1954.
- (14) Lieutenant des Chasseurs alpins à l'époque - sera ultérieur directeur Général des expéditions de P.E. Victor, de leur création jusqu'en 1981.
- (15) Rapport du capitaine Rouillon du 15.11.1944, remis au ministre de l'Air en novembre de la même année, avec le rapport du 25.10.1944 du Chef Leininger au Capitaine Ripert.
- (16) Compte rendu d'activité du Lieutenant Constant en avril et mai 1944 remis au ministre de l'Air en novembre 1944.
- (17) Note du 26 septembre 1944, sur la participation de la "Jeunesse Aérienne" à la Résistance adressée par le Commandant Archambault au ministre de l'Air.
- (18) Rapport du Lt-Colonel Thollon le 30 septembre 1944, remis au ministère de l'Air
- (19) Etat signalétique et des services de l'Adjudant-chef Bellouard
- (20) Compte-rendu du Chef Rocoffort, chef des jeunes Travailleurs de Chatellerault (remis au ministère de l'Air en novembre 1944)
- (21) Compte-rendu du Sous-Lieutenant H.P. Basset commandant le détachement de Jeunes Travailleurs du Creusot (remis au ministère de l'Air en novembre 1944)
- (22) Note du 9 juin 1970 de Joseph Riss adjoint du Groupement de Haute-Savoie JM
- (23) Lettre 136/1 RA3 du 13 janvier 1945
- (24) Documents du Commandant (CR) Henri J. Laurent, liquidateur de la demi-brigade F.F.I d'Auvergne et du Groupement Renaud. Arrêtés des 6 avril et 19 novembre 1945
- (25) Lettre du Général Hayez, ancien Chef du S.H.A.A. (Service Historique de l'Armée de l'Air) et ma réponse du 17 juin 1970.
- (26) Lettre du Général Christienne, Chef du S.H.A.A., du 16 mars 1979
- (27) Article de Jacques Foucard- Revue JM n° 124 de mars 1982, "JM et la Compagnie Stéphane"
- (28) Archives du G.M.P. et la R.A.F (Royal Air Force)

Ce témoignage, écrit à la demande de l'Association Nationale des Résistants de l'Air, est dédié

- aux Anciens des Groupements Jeunesse et Montagne qui, par leur action dans la Résistance, ont pris part à la Libération de leur Pays,
- à ceux qui ont donné leur vie ou souffert dans leur chair, aux combattants des Maquis ou membres des réseaux, aux chefs de la Résistance ou de l'Armée de l'Air qui ont guidé ou assisté leur action,
- aux évadés de France,
- aux déportés, aux victimes du S.T.O. et à ceux qui réussirent à s'en échapper,
- à ceux qui furent oubliés, du fait des liaisons manquées ou de la servitude du secret.
- aux jeunes membres de l'Association Jeunesse et Montagne qui ont pris ou prendront le relais.